



République Démocratique du Congo
HONORABLE KALONDA DELLA IDI SALOMON
SENATEUR
Quatrième législature de la Troisième République



LETTRE OUVERTE

À SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

*Au sujet de la proposition de loi fixant les conditions d'organisation du référendum en RDC, prélude au changement de la Constitution,
Écrite en marge des débats en cours au Sénat*

Monsieur le Président de la République,

Au moment où notre Nation traverse l'une des crises sécuritaires et humanitaires les plus aiguës de son existence, l'introduction d'une proposition de loi référendaire visant à changer la Constitution de la République n'est pas seulement inopportune, elle constitue une faute historique. C'est à ce titre, en ma qualité de Sénateur de la République et au nom de la conscience qui est la mienne en ces heures décisives, que je vous adresse cette lettre ouverte. L'Assemblée nationale l'a déjà adoptée. Le Sénat en délibère à présent. Il me revient, avant que cette chambre qui est la mienne ne se prononce, de vous dire avec franchise ce que l'histoire exigera que l'on ait dit.

Ce que j'écris ici n'est pas un positionnement partisan. C'est un cri d'alarme patriotique.

L'histoire de la RDC, de l'indépendance à nos jours, est celle d'une quête permanente de légitimité institutionnelle. Des crises des années 1960 en passant par le régime monolithique de la Deuxième République jusqu'aux soubresauts de la Troisième République, l'instabilité chronique de notre pays a toujours été la conséquence directe du tripatouillage des textes fondamentaux au service de la conservation du pouvoir.

La Constitution du 18 février 2006 n'est pas une loi comme les autres. Elle est le fruit d'un consensus laborieux obtenu à Sun City, au prix d'une guerre fratricide qui a coûté la vie à des millions de nos compatriotes. Elle a été rédigée précisément pour conjurer le démon de la dictature et garantir l'alternance démocratique. Vouloir la démanteler aujourd'hui, c'est rompre le pacte républicain qui maintient l'unité de notre Nation.

Monsieur le Président, vous avez hérité d'un nom et d'un combat. En soumettant cette proposition de loi à nos deux chambres, votre regroupement politique commet un parjure qui va bien au-delà du simple calcul politique. C'est une trahison à la mémoire des treize parlementaires parmi lesquels figure en tête de liste le Patriarche Étienne Tshisekedi wa Mulumba, votre père biologique. Ces hommes ont bravé la dictature la plus féroce, enduré la prison, les relégations et la torture, pour que le Congo ne soit plus jamais la propriété d'un seul homme ou d'un clan.

Comment peut-on prétendre honorer cet héritage tout en réinstallant les mécanismes mêmes que ces pères de notre démocratie ont combattus au prix de leur vie ? C'est une insulte au sang de nos martyrs. Et je le dis avec d'autant plus de douleur que le pouvoir actuel reproduit, méthode pour méthode, les dérives qu'il avait lui-même dénoncées par le passé.

Je ne peux pas feindre d'ignorer le climat dans lequel ce texte nous a été soumis. Notre pays est de facto divisé. L'État central n'a pas la souveraineté sur une partie majeure de l'Est du territoire. Dans ce contexte, l'urgence ne saurait être aux ambitions de conservation du pouvoir. Organiser un référendum dans cet environnement, c'est entériner cette division du pays que rien ne saurait justifier.

Palais du Peuple

E-mail : skdella04@gmail.com Phone : +243 980 592 883
Kinshasa/Lingwala

À cela s'ajoutent les récentes manifestations contre ce projet, marquant le désaveu populaire à travers la journée « ville-morte » observée le 3 juin sur l'ensemble du territoire national et la contestation légitime du 12 juin marquée par une répression sanglante contre des manifestants civils et pacifiques qui s'est soldée par plusieurs blessés et morts. Chaque goutte de sang versée pour lutter contre ce changement constitutionnel est une tache indélébile sur votre bilan au pouvoir, M. le Président. On ne bâtit pas une nouvelle République sur les corps de ses propres enfants.

Les partisans de cette révision invoquent l'exemple d'autres pays de la sous-région ayant modifié leurs textes pour prolonger le mandat de leurs dirigeants. Cet argument est un sophisme dangereux. La RDC n'est pas ces pays. Par sa superficie, sa diversité sociologique, son histoire tumultueuse et la convoitise internationale qu'elle suscite, notre pays ne peut pas supporter le modèle de l'autoritarisme centralisé. Chez nous, la concentration excessive du pouvoir a toujours déclenché les pires rébellions. Ce qui maintient ailleurs une stabilité de façade produira ici une déflagration immédiate.

Soyons lucides sur l'objectif réel de cette manœuvre : ouvrir la voie à un troisième mandat. Dans le climat de fragilité extrême qui est le nôtre, un passage en force constitutionnel présente un risque d'une gravité exceptionnelle. Si Kinshasa perd sa légitimité constitutionnelle en violant le pacte de 2006, les forces centrifuges et autres... utiliseront ce vide pour tenter de balkaniser définitivement le pays. Changer la Constitution pour des intérêts personnels, va permettre la multiplication des crises internes, avec comme effets d'offrir sur un plateau d'argent le prétexte de la partition de notre territoire à ceux-là qui disent toujours que le Congo est grand pour ses dirigeants.

Monsieur le Président,

Le Sénat n'a pas encore dit son dernier mot. Cette chambre, gardienne des provinces et de l'équilibre de la Nation, n'est pas une chambre d'enregistrement. Elle a le devoir, et la possibilité, de mettre un terme à cette aventure avant qu'elle ne devienne irréversible, comme l'avait fait à l'époque, le Président du Sénat Kengo wa Dondo.

Mais c'est à vous que je m'adresse en dernier ressort, car vous seul pouvez encore retirer ce texte et éviter à notre pays une crise constitutionnelle dont les conséquences dépasseraient largement le débat en cours.

L'histoire vous regarde. Elle retiendra soit que vous avez été celui qui a liquidé l'héritage démocratique de la RDC, soit celui qui, au moment décisif, a choisi la patrie plutôt que le pouvoir.

En hommage à nos pères de l'indépendance, Lumumba, Kasa-Vubu et leurs compagnons, ainsi qu'à la mémoire d'Étienne Tshisekedi, des treize parlementaires, de Rossy Mukendi, de Thérèse Kapangala et de chacun de nos martyrs ; pour l'unité de notre territoire ; pour l'avenir de nos enfants, **la Nation attend de vous le retrait de cette proposition de loi référendaire controversée.**

Il est encore temps M. le Président de rester du côté du peuple. Il est encore temps de rester du bon côté de l'histoire. Il est encore temps de sortir par la grande porte.

Salomon Kalonda Della Idi

Sénateur de la République Démocratique du Congo
Bruxelles, le 15 juin 2026



Palais du Peuple

E-mail : skdella04@gmail.com Phone : +243 980 592 883

Kinshasa/Lingwala